



Le 30 mai 2003, Denise Bioulou, Monique Champeaux

*Le monde de l'agriculture a traversé et traverse plusieurs révolutions : la désertification rurale qui se poursuit, l'accélération de la mécanisation, l'omniprésence des intrants chimiques, la domination des centrales d'achats, l'évolution des modes de consommation et la question environnementale. Plus récemment la crise de la vache folle a touché de plein fouet les éleveurs. **Altermonde a voulu prendre un instantané de la situation agricole, en organisant fin mai 2003 une table ronde avec des éleveurs et des élus du monde rural sur le thème : « quel avenir pour l'élevage en Limousin et l'agriculture en général ? »***

Avec la participation de messieurs Fulminet et Soularue, maires de Rilhac-Treignac et de Peyrissac, en Corrèze.

Le monde de l'agriculture traverse plusieurs révolutions. La désertification rurale qui se poursuit aboutit à une **raréfaction de la main d'œuvre**. Alors même que les besoins alimentaires de la planète augmente. Cela conduit à un accroissement des superficies par exploitant et débouche sur une **mécanisation exacerbée** et une dépendance croissante vis-à-vis des **intrants** pour garantir des rendements élevés. Ceci conduit les agriculteurs à **s'endetter de plus en plus**. Alors même que leurs revenus sont de plus en plus soumis à la pression sur les prix, exercée par les **centrales d'achat des grandes surfaces**. Parallèlement les éleveurs trouvent dans les **aides publiques** des compensations financières qui décorrèlent leur revenu de leur travail. Quel avenir ? L'agriculteur est-il condamné à être le salarié indirect de l'industrie chimique et mécanique ? Est-il voué à devenir le cantonnier de l'espace rural ? Ou bien **existe-t-il une voie pour une agriculture de qualité, respectueuse de l'environnement, rémunérée par des circuits courts**. La question dépasse largement le seul secteur de l'agriculture et touche à l'aménagement du territoire et à l'organisation environnementale et économique de nos sociétés.

Quelles sont dans votre profession les réalités d'aujourd'hui ? En matière de revenus, avez-vous le sentiment d'un juste retour du fruit de votre travail ?

A l'unanimité la réponse est non, traduisant un sentiment partagé des éleveurs de ne pas être rémunérés à la hauteur de leur engagement, surtout compte tenu des heures de travail de présence sur l'exploitation et des responsabilités. Les éleveurs mettent en évidence la dichotomie de leurs revenus, de moins en moins basés sur la réalité de leur travail et de plus en plus sur les primes qu'ils perçoivent. Celles-ci supplantent le revenu des ventes de bétail. En parallèle à la question des revenus, les éleveurs déplorent l'importance croissante des investissements nécessaires pour pouvoir réaliser leur travail d'agriculteur : achat de matériel, achat d'intrants, réparations etc. "Ce n'est pas tant qu'on ne gagne pas, c'est qu'on en dépense trop ! »

THINK TANK



ALTERMONDE

DEPUIS 2002

www.altermonde.org

Altermonde a pour projet d'inventer un nouveau monde, équitable, solidaire ; de promouvoir, par une logique de don dans l'espace et dans le temps, une politique de répartition de la richesse, dans le respect de la justice sociale, qui pèse chaque décision à l'aune de ses implications globales, locales et durables – plutôt qu'à ses seules conséquences immédiates - ; de favoriser son émergence.

Altermonde vise un quadruple objectif : exprimer l'insatisfaction face à l'organisation actuelle du monde et poser le constat de l'impasse dans laquelle la société est engagée, énoncer les principes fondateurs d'une socialité rénovée, être l'espace de partage de la réflexion sur ces questions essentielles dans un esprit d'écoute et d'envie de travailler ensemble, être le lieu où s'élaborent des actions et des expérimentations qui vont dans le sens d'engendrer ou de favoriser l'émergence de cet autre monde.

Altermonde a pour vocation d'analyser pourquoi le productivisme conduit à une aporie, d'imaginer les voies et moyens de la dépasser, de proposer et d'initier des expérimentations de nouveaux modèles, de déployer des campagnes d'information ou de mobilisation sur des thématiques en rapport avec ses ambitions.



ALTERMONDE

DEPUIS 2002

Votre niveau de vie vous semble-t-il en amélioration, en baisse ou équivalent à celui des années précédentes ?

Le niveau de vie est à peu près équivalent, avec une légère tendance baissière. Si on regarde une vingtaine d'années en arrière, la viande était vendue plus chère, mais il y avait moins de primes. Ce qui caractérise les revenus agricoles, c'est que d'une année sur l'autre ils peuvent fluctuer très sensiblement. Cela engendre le sentiment d'un équilibre fragile et donc d'insécurité pécuniaire.

Pouvez vous apporter des précisions sur le surendettement de certains agriculteurs ? Et les raisons qui les ont conduits dans cette impasse ?

Statistiquement parlant, les petites fermes seraient moins endettées que les grosses. Les techniciens agricoles, les organismes professionnels, et les banques ont poussé les éleveurs dans le sens du surendettement. De fait l'achat de matériel est une des principales raisons du surendettement agricole. C'est un cercle vicieux puissant. La désertification rurale engendre un manque de main d'œuvre. Alors pour pallier ce déficit de main d'œuvre, les agriculteurs ont recours à des machines qui augmentent la capacité de chaque exploitant. Mais comme les matériels agricoles sont surdimensionnés par rapport aux besoins réels, cela pousse à produire davantage pour pouvoir rembourser les prêts. Ce qui par effet boomerang rend plus criant le manque de main d'œuvre, incitant à plus de machines encore et donc plus d'endettement. On se retrouve ainsi dans un « cycle du produire plus ». Ajouté à cela les comportements humains, parfois le niveau du matériel répond à un besoin de standing bien au-delà des nécessités liées au travail de l'éleveur, ainsi le surendettement reflète parfois aussi les ambitions personnelles voir trop grand ! Dans d'autres cas les éleveurs s'organisent pour acheter à plusieurs, mais compte-tenu de la saisonnalité de certains usages, l'outil commun, quoique moins cher que des matériels individuels, reste néanmoins trop cher par rapport au besoin réel..

Pouvez vous nous faire partager des réalités de votre métier d'éleveur ?

Au niveau de notre production, nous constatons que nous sommes passés d'une surproduction bovine à une insuffisance de production. Comme en témoigne les chiffres de l'OFIVAL (Office national Interprofessionnel des Viandes de l'élevage et de l'Aviculture), suite à la crise de la vache folle, il n'y a pas plus de 3 semaines de stock abattu. Donc l'équilibre est fragile, il ne faut pas grand-chose pour qu'il bascule. Côté ovins, la situation est pire encore. Il y a beaucoup d'importations.



Croyez-vous que l'incitation à produire davantage, toujours et encore, pour satisfaire à la demande de la grande distribution ne soit pas porteuse d'un risque pour votre environnement. Quel est votre avis sur le point qui engage votre responsabilité en la matière ?

La production globale est restée à peu près la même, mais nous produisons plus par exploitation parce qu'il y a moins d'agriculteurs. Cela entraîne une concentration de bovins et donc la pollution qui va avec. Pour certains agriculteurs la pollution vient de l'utilisation de produits désherbants et désinfectants dont on ne mesurerait pas suffisamment la toxicité et surtout la durée de cette toxicité. Pour d'autres éleveurs la question ne se pose pas, car pour produire il faut produire plus facile et donc employer plus d'engrais. La question des responsabilités se pose sur l'ensemble de la chaîne : les laboratoires et les usines d'engrais sont responsables des produits. Ceux-ci ont été testés, mis sur le marché, donc autorisé par des responsables sanitaires et administratifs. L'éleveur confiant qui les utilise peut-il se dédouaner de sa responsabilité ? Certains agriculteurs s'estiment responsables de leurs choix en matière d'engrais et appliquent le principe de précaution, car si les laboratoires les ont testés c'est tout de même à court terme. Collectivement n'y a-t-il pas un problème d'inconscience ?





ALTERMONDE

DEPUIS 2002

Les éleveurs limousins ont-ils pâti de la vache folle ? A qui attribuez vous les responsabilités de cette importante crise ?

Unaniment la réponse est oui. Financièrement cela s'est traduit par une baisse de revenus pour tout le bassin allaitant (la vache allaitante nourrit son veau pendant au moins 3 mois). Cela s'est également traduit sur le plan moral avec la culpabilisation des éleveurs dans les médias. De fait les fabricants de farines animales et les décideurs ont laissé faire car il y avait de gros enjeux financiers en jeu. Pour des raisons financières la préparation des farines animales n'a pas été respectée : les normes de chauffe pour supprimer le prion doivent être supérieures à 390° mais par souci d'économie d'énergie la température n'a pas été respectée. Résultat ces farines étant moins chères, on tombe dans l'engrenage du système productiviste : obligation de faire un résultat et donc manque de recul par rapport aux situations.

Que pensez-vous de l'attitude des médias ? Les principaux coupables ont-ils été mis à l'index comme l'ont été les éleveurs, inquiétés pour avoir mis en danger la santé du consommateur ?

Le sentiment partagé par les éleveurs est que les agriculteurs ont été les victimes de la surmédiatisation.. Ils estiment que l'on s'est servi de la vache folle pour éliminer 15% des exploitations agricoles. La vache folle a été un problème de santé publique, mais elle a aussi conduit à dévaloriser l'image de l'agriculture. De plus, au-delà des bêtes malades qui ont été abattus et incinérés, des quantités de bovins sains l'ont été. Les éleveurs avoir eu le sentiment de l'absurdité de ces décisions, quand on sait que la faim sévit encore. Au-delà des nécessité de la santé, ces mesures ont servi à assainir le marché, de résorber la surproduction.

Quel est l'impact de l'Europe et de la mondialisation pour votre profession ?

Le sentiment qui se dégage des discussions et que l'Europe ne favorise pas l'épanouissement de l'agriculture française, c'est un nivellement par le bas. En théorie il faut faire l'Europe pour contrebalancer l'Amérique et l'Asie mais sur le plan



agricole, il y a de sérieux inconvénients, notamment la dépossession de l'agriculteur de son travail par l'administration des primes à l'animal et à l'hectare. On en arrive à la question qu'est ce que le métier d'agriculteur aujourd'hui : un cantonnier de l'espace rural ?

Sur la mondialisation, les discussions sont nourries avec le potentiel d'exportation et la menace des importations

et du moins disant, surtout s'exprime la crainte de la main mise des institutions transnationales, la peur d'être totalement dépendant. Cependant un éleveur développe un oui pour une mondialisation écologique. Comment la gérer, ne faudrait-il pas des gens dégagés d'enjeux mercantiles pour la constituer avec des scientifiques, des représentants des pays et des ONG. Oui à un avenir de l'agriculture pour nourri sainement la planète.

Comment verriez vous ces échanges possibles entre pays pour un commerce équitable ? Quel est la réalité du poids administratif qui pèse sur les agriculteurs ?

Les éleveurs font part d'expérimentation faites dans des structures groupement de producteurs qui au départ était une bonne idée mais qui par insuffisance de savoir-faire ont conduit à des échecs. L'idée se dégage qu'il faudrait des gestionnaires porteurs d'une vision et non pas des financiers. De ce point de vue les éleveurs expriment une opinion assez pessimiste sur la nature humaine où chacun cherche à faire du profit sur le dos de l'autre. Par ailleurs d'autres voix s'inquiètent que les contraintes administratives soient de plus en plus présente sur les agriculteurs: l'administration se rend-elle compte des réalités auxquelles nous sommes confrontés sur le terrain pour répondre à leurs exigences bureaucratiques ? Il y en a marre ! L'expression et le ressenti sont unanimes ces contraintes ne seraient pas le fruit d'un hasard mais viseraient à déposséder les agriculteurs de l'agriculture.



Naïveté des agriculteurs à l'origine qui sont maintenant pieds et mains liés tenus par les primes. Bien sûr il faut des contrôles relatifs aux primes car il y a des fausses déclarations des fraudes mais c'est une



façon de s'immiscer et de remettre en cause la liberté de l'agriculteur. Trop de gens mettre le nez dans ce que nous faisons, on a dévalorisé les produits et les hommes. Les réalités laissent l'administration indifférente : exemple le bouclage (mettre une boucle d'identification à l'oreille de l'animal) des veaux à la naissance est dangereux mais devenu obligatoire. Des agriculteurs se sont retrouvés hospitalisés après de graves blessures occasionnées par les mères qui croyant leur veau agressé ont foncé sur les éleveurs qui voulait boucler ce veau.



Quels sont à votre avis les perspectives d'avenir pour un jeune éleveur ? Est-ce possible pour un jeune de reprendre une exploitation endettée malgré les primes d'installation ?

Il est difficile et même impossible pour un jeune éleveur de relever une ferme endettée. Un installant doit produire pendant trois ans, après cette période on décèle par l'intermédiaire de l'ADASEA (Association Départementale d'Aménagement des Structures d'Exploitation Agricole) s'il est en difficulté dans son exploitation, c'est souvent trop tard. Le Limousin comme d'autres régions va dans un avenir proche subir une importante désertification. Peu de jeunes reprennent l'exploitation familiale. Dans un souci de meilleure répartition des agriculteurs sur les territoires il serait indispensable qu'une politique agricole favorisant le maintien où l'installation d'un ou plusieurs jeunes par villages soit initiée.

Comment les jeunes agriculteurs pourraient-ils s'organiser pour avoir un juste retour de leur travail afin d'assurer à leur famille un niveau de vie décent ?

En s'installant un jeune agriculteur ne peut pas s'aligner par rapport à la grande distribution. Pour lutter contre la grande distribution il y aurait peut être des remèdes : la vente à la ferme ou l'éducation du consommateur. Face à la grande surface ne conviendrait-il pas de recréer un commerce de proximité, de remettre chaque chose à sa place : le boucher, le boulanger. La supériorité des grandes surfaces est flagrante dans les appels d'offres. Se pose aussi la question de la vente des vaches laitières dans les grandes surfaces : il y a moins de déchets dans une laitière que dans une vache de la race de race limousine donc préférences d'achat pour les laitières. Ainsi la vache limousine est une race à viande et dans les stands de présentation des supermarchés il n'y a pas d'équité : le stand pour la ligne pour la limousine est nettement plus petit. Les gens sont désinformés quant à la qualité du produit. Le Limousin est une région très préservée peu de pollution et qui produit de la bonne viande qu'il faudrait valoriser. Peut être devrions-nous nous prendre en main, laisser tomber les subventions. Ne sommes nous pas manipulés par le système ? Faudrait-il refuser, attirer les gens dans les campagnes, remonter les petits commerces ? Peut être un point de vente pour 2 ou 3 communes où notre production serait mise en valeur. En résumé il faudrait élaborer des stratégies pour retenir la population et créer un marché local à partir d'une race à viande excellente.

A l'issue des échanges, les conversations se poursuivent. Les éleveurs expriment le plaisir d'être ensemble, de discuter de ces problèmes, d'échanger, de se retrouver au sens « identité d'éleveur ». Ils expriment le souhait de continuer ces réunions pour approfondir le sujet. Au fur et à mesure de l'avancée de notre réunion, et après le constat de la fatalité et de la réalité de leurs conditions de vie, est apparue une émergence d'envie d'agir et de reprendre en main son métier. Le témoignage des participants à cette table ronde est encourageant et finalement tourné vers l'avenir. Une idée à émergée celle de la voie écologique pour assurer le devenir nourricier de la planète.

